

## DECLARATION DU CCE

Monsieur le président du CCE,

Le contexte dans lequel se déroule ce CCE est totalement surréaliste.

En effet, vous convoquez pour le 18 octobre, dans une semaine, un CCE extraordinaire ayant pour ordre du jour : "Remise en séance de documents relatifs à un projet de réorganisation de l'AFPA". Un projet qui découle des orientations stratégiques adoptées par le conseil d'administration, qui prévoient entre autres : des fermetures de centres, des fermetures de formations, une réorganisation des fonctions support siège et DR. Dès le lendemain le 19 octobre, vous avez convoqué des CRE extraordinaires dans chaque région.

Lors de ce CCE nous devons, entre autres, aborder les orientations de la politique de formation des salariés 2019. Quel décalage ! En effet comment décemment continuer à échanger sur des sujets qui seront, pour la plupart, percutés de plein fouet par les annonces de la direction, qualifiées de 'choc' par la directrice générale ?

Notre avenir est entre les mains d'un Conseil d'Administration sous contrôle de l'Etat, et dont certains membres ont avoué découvrir les difficultés de l'AFPA dans la presse. Ainsi le CCE attend toujours ses réponses sur les orientations stratégiques.

Jusqu'où ira le mépris, le cynisme et l'indifférence des directions vis à vis du personnel et de ses instances représentatives ?

Le contexte c'est aussi :

- l'absence du fameux Contrat d'Objectifs et de Performance (COP), plus d'un an et demi après la création de l'EPIC **mais** l'annonce par l'Etat dans le cadre du PLF

2019 d'un plan de réduction d'emplois à hauteur de de 550 ETP. Ainsi on ne connaît pas l'objectif mais on sait déjà que ce sera avec moins de personnel ce qui va dégrader encore un peu plus les conditions et la qualité du travail des salariés ainsi que la qualité des formations pour les citoyens.

- le scandale du sous-traitant Alixio, auquel un marché a été attribué **début juin** suite à un appel d'offres lancé **début d'année** pour un montant d'un million deux cent mille euros, sur le thème de la réorganisation et de la gestion des ressources humaines. Lequel du cabinet Berger ou d'Alixio vous dicte ce « choc » annoncé ? Nous renouvelons notre demande d'information sur ces prestations.
- depuis plus d'un an, des annonces dans les CRE, d'un plan national, issu de Plans Stratégiques Régionaux jamais présentés aux élus, qui apparaît maintenant comme un enfumage anxiogène vis à vis du personnel,
- une communication machiavélique de la direction via une consultation du personnel lancée mi-juin, suivie d'un séminaire pseudo participatif mi-juillet, aux conclusions déjà écrites. Au final, une véritable manipulation !

Dans ce contexte, l'ensemble des membres du CCE ont décidé de suspendre la séance jeudi 11 octobre après les informations du président, et de ne reprendre la séance ce vendredi 12 pour ne traiter que les points 9 (Plateforme d'activité) et 4 (Rapport APEX).

Les membres du CCE mettront tout en œuvre pour ne pas laisser les décisions sur l'avenir de l'AFPA aux seules mains de la direction et du Conseil d'Administration.